

# Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Roman Beschieru, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Dollard-des-Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 23 mai 2025

# Table des matières

## États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

## Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	43
Analyse des charges	55

## RAPPORT

Aux membres du conseil de la **Ville de Dollard-des-Ormeaux**

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Ville de Dollard-des-Ormeaux** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Dollard-des-Ormeaux** au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Dollard-des-Ormeaux** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## RAPPORT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

## RAPPORT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 23 mai 2025

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A107797

# ÉTAT DES RÉSULTATS

## EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	101 784 000	102 342 273	96 812 740
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 102 370	1 198 980	1 102 372
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 676 930	4 777 296	9 129 311
Services rendus	5	1 104 200	1 571 902	1 752 856
Imposition de droits	6	5 100 700	8 211 949	6 806 056
Amendes et pénalités	7	800 000	669 792	599 232
Revenus de placements de portefeuille	8	400 000	1 765 761	1 697 749
Autres revenus d'intérêts	9	510 000	948 096	868 196
Autres revenus	10	21 500	3 344 710	783 993
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	116 499 700	124 830 759	119 552 505
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	20 800 095	20 248 888	19 285 009
Sécurité publique	15	23 717 524	23 418 156	23 104 845
Transport	16	30 172 664	29 387 647	28 112 784
Hygiène du milieu	17	18 034 240	18 222 241	17 606 810
Santé et bien-être	18	1 299 331	1 258 950	1 143 001
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 239 923	2 659 773	2 637 429
Loisirs et culture	20	24 838 701	26 349 037	24 360 990
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 498 155	1 635 019	1 355 730
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	123 600 633	123 179 711	117 606 598
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	25	(7 100 933)	1 651 048	1 945 907
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		134 217 175	132 271 268
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		134 217 175	132 271 268
<b>Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice</b>	29		135 868 223	134 217 175

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	16 548 368	19 830 176
Débiteurs (note 5)	2	30 652 590	30 101 393
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 507 962	4 224 974
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	951 000	1 124 000
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	52 659 920	55 280 543
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	17 119 955	20 608 246
Revenus reportés (note 11)	12	785 147	1 735 351
Dette à long terme (note 12)	13	56 047 505	52 688 777
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	698 744	
	16	74 651 351	75 032 374
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(21 991 431)	(19 751 831)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	156 794 617	152 900 762
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	135 586	137 196
Stocks de fournitures	20	633 884	676 275
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	295 567	254 773
	23	157 859 654	153 969 006
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	135 868 223	134 217 175
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	135 868 223	134 217 175
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	135 868 223	134 217 175
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2024</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	1	(7 100 933)	1 651 048	1 945 907
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(11 595 000)	(17 658 732)	(16 609 344)
Produit de cession	3		136 553	11 055
Amortissement	4	13 727 778	13 744 342	12 891 067
(Gain) perte sur cession	5		(116 018)	6 405
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	2 132 778	(3 893 855)	(3 700 817)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		1 610	
Variation des stocks de fournitures	10		42 391	(112 482)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(40 794)	(22 558)
	13		3 207	(135 040)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	(4 968 155)	(2 239 600)	(1 889 950)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(19 751 831)	(17 861 881)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(19 751 831)	(17 861 881)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(21 991 431)	(19 751 831)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 651 048	1 945 907
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	13 744 342	12 891 067
Autres			
▪ Perte (gain) cession d'actifs	3.1	(116 018)	6 405
▪ Réduction valeur Placement UMQ	3.2	103 695	33 631
	4	15 383 067	14 877 010
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(551 197)	3 731 859
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(2 789 547)	3 070 463
Revenus reportés	8	(950 204)	1 691 532
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	173 000	65 000
Propriétés destinées à la revente	10	1 610	
Stocks de fournitures	11	42 391	(112 482)
Autres actifs non financiers	12	(40 794)	(22 558)
	13	11 268 326	23 300 824
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	17 658 732) (	16 609 344)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	136 553	11 055
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	) (	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(17 522 179)	(16 598 289)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	127 057) (	127 057)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	259 626) (	168 381)
Cession	22		
	23	(386 683)	(295 438)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	24	14 979 000	7 827 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	11 587 000) (	6 630 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(33 272)	8 471
Autres			
▪	28.1		
	29	3 358 728	1 205 471
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(3 281 808)	7 612 568
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	19 830 176	12 217 608
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	19 830 176	12 217 608
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	34	16 548 368	19 830 176

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

#### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Dollard-des-Ormeaux (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n° 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

#### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

##### A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

##### a) Périmètre comptable

S.O.

##### b) Partenariats

S.O.

##### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

##### Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations de la Ville se situent au niveau de la durée estimative des immobilisations, des hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs et des obligations liées à la mise hors service d'immobilisation.

##### C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

#### D) Passifs

##### Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

##### Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

##### Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

#### E) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

##### Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Équipement informatique, Ameublement et équipement de bureau	5 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans

### **Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

### **Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

## **F) Revenus**

### **Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert**

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

### **Recettes fiscales**

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.

- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

#### **Revenus de transfert**

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

#### **G) Avantages sociaux futurs**

##### **Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

##### **Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2014 pour se conformer à la Loi précitée.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2024 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**  
S.O.

#### **I) Instruments financiers**

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer (à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation), les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé de gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

#### *Placements de portefeuille*

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, l'organisme municipal tient notamment compte des facteurs suivants :

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles,
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

Lorsque la valeur comptable d'un placement de portefeuille constitué de fonds communs cotés sur un marché actif a été réduite pour tenir compte d'une moins-value durable, le solde cumulé des pertes non réalisées comptabilisé

#### J) Autres éléments

##### **Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

##### **Passifs éventuels**

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

### 3. Modification de méthodes comptables

#### **Adoption initiale — Revenus (chapitres SP 3400)**

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur les revenus d'imposition de droits autres que les droits de mutation immobilière, sur les services rendus, sur les amendes et pénalités ainsi que sur les autres revenus.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	16 548 368	19 830 176
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	16 548 368	19 830 176
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ( ) ( )		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>6</b>	<b>16 548 368</b>	<b>19 830 176</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	16 548 368	18 846 561
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	7 069 000	2 540 049

**Note**

**5. Débiteurs**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
Taxes municipales	9	4 550 190	3 154 918
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	16 184 402	16 804 574
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	5 899 192	8 077 878
Organismes municipaux	13	1 120 737	971 994
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	1 794 411	869 024
▪ Divers	14.2	1 103 658	223 005
	15	30 652 590	30 101 393
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	10 991 400	9 273 600
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	10 991 400	9 273 600
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		773 219
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	14 049 845	13 436 643
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25	579 593	545 906
Autres ministères/organismes	26	1 554 964	2 822 025
	27	16 184 402	16 804 574

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

**Note****7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	456 439	433 077
Autres placements	34	4 051 523	3 791 897
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	4 507 962	4 224 974
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

**Note**

Les placements à titre d'investissement représentent la participation de l'organisme municipal au Programme d'assurance de dommages UMQ. Les autres placements représentent des titres à revenus fixes et des liquidités conservés chez un courtier. La valeur marchande est de 4 051 523 \$.

**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

**Note****9. Emprunts temporaires****10. Crédoeurs et charges à payer**

		2024	2023
Fournisseurs	43	5 392 622	5 581 581
Salaires et avantages sociaux	44	5 171 828	5 160 287
Dépôts et retenues de garantie	45	5 429 971	8 937 788
Provision pour contestations d'évaluation	46	255 010	219 143
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	463 644	404 561
▪ Contingences légales	47.2	267 500	207 400
▪ Divers	47.3	139 380	97 486
	48	17 119 955	20 608 246

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Note****11. Revenus reportés**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	405 565	1 735 351
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Programme SAAQ (signalisation)	62.1	8 710	
▪ Revenus perçus d'avance (licences, permis, location de salle)	62.2	370 872	
	63	785 147	1 735 351

**Note****12. Dette à long terme**

	<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			<b>2024</b>	<b>2023</b>
	<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,50	2025	2044	64	56 167 000	52 775 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67	2 604	2 604
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	56 169 604	52 777 604
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	( 122 099)	( 88 827)
					72	56 047 505	52 688 777

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2024</b>
		<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location- acquisition</b>	<b>Autres</b>	
2025	73		3 930 700			3 930 700
2026	74		3 996 100			3 996 100
2027	75		3 751 600			3 751 600
2028	76		3 693 900			3 693 900
2029	77		3 805 600			3 805 600
2030 et plus	78		36 989 100		2 604	36 991 704
	79		56 167 000		2 604	56 169 604
Intérêts et frais accessoires	80		( )		( )	
	81		56 167 000		2 604	56 169 604

**Note**

Lors du refinancement, l'organisme rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

**13. Avantages sociaux futurs**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	951 000	1 124 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	951 000	1 124 000
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	2 538 000	2 376 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	68 511	69 045
	90	2 606 511	2 445 045

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**14. Autres passifs**

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	698 744	
Autres			
▪	93.1		
	94	698 744	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96	646 028	
Passifs réglés	97	( )	( )
Charge de désactualisation <sup>1</sup>	98	52 716	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	698 744	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

**Note**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement certains terrains et plusieurs bâtiments.

*Principales hypothèses utilisées*

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement les produits contaminants (hydrocarbures & autres) identifiés sur certains terrains.

Le désamiantage des bâtiments dont l'échéancier des travaux est inconnu représente moins de 10% du passif total relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4 %
Période d'actualisation*	77 ans
Taux d'inflation	3%

\* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 1 400 197 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**15. Immobilisations corporelles**

		<b>Solde au début</b>	<b>Addition</b>	<b>Cession / Ajustement</b>	<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	101	37 649 718	456 441	2 439 052	35 667 107
Eaux usées	102	47 685 828	602 721	2 473 620	45 814 929
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	54 237 489	5 556 803	1 335 089	58 459 203
Autres					
▪ Parcs	104.1	15 726 079	2 664 773	3 070 538	15 320 314
▪ Autres	104.2	6 671 300	519 414	163 810	7 026 904
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	98 266 537	5 968 140	34 760	104 199 917
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 024 216	412 961		1 437 177
Ameublement et équipement de bureau	109	2 170 959	328 916	250 108	2 249 767
Machinerie, outillage et équipement divers	110	10 995 671	647 347	375 476	11 267 542
Terrains	111	9 061 710	501 216	4 300	9 558 626
Autres	112				
	113	283 489 507	17 658 732	10 146 753	291 001 486
Immobilisations en cours	114				
	115	283 489 507	17 658 732	10 146 753	291 001 486
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	116	21 395 471	1 909 941	2 439 052	20 866 360
Eaux usées	117	28 912 286	2 238 933	2 473 619	28 677 600
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	22 548 800	3 113 296	1 335 089	24 327 007
Autres					
▪ Parcs	119.1	8 262 937	839 206	3 070 538	6 031 605
▪ Autres	119.2	2 569 590	451 577	163 810	2 857 357
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	40 606 023	3 469 899	18 526	44 057 396
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	547 869	204 843		752 712
Ameublement et équipement de bureau	124	1 001 732	384 170	250 108	1 135 794
Machinerie, outillage et équipement divers	125	4 744 037	1 119 625	375 476	5 488 186
Autres	126		12 852		12 852
	127	130 588 745	13 744 342	10 126 218	134 206 869
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	128	152 900 762			156 794 617
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	131				

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**16. Propriétés destinées à la revente**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	135 586	137 196
	135	135 586	137 196
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	135 586	137 196

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

	<b>Solde au début</b>	<b>Addition</b>	<b>Cession / Ajustement</b>	<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>				
▪	138.1			
	139			
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>				
▪	140.1			
	141			
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	142			

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
Frais payés d'avance			
▪	143.1	295 567	254 773
Autres			
▪	144.1		
	145	295 567	254 773

**Note****19. Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement la collecte des déchets, matières organiques et matière recyclables, et le déneigement, la ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 8 867 783 \$, incluant les taxes. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2025 3 858 951 \$  
 2026 3 603 916 \$  
 2027 1 363 008 \$  
 2028 41 908 \$

**20. Droits contractuels****Baux de location**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

L'organisme municipal a octroyé des baux de location de bâtiments, échéant jusqu'en 2037 pour un montant total de 404 984 \$. Les revenus de location recevables au cours des prochains exercices s'élèvent à 72 885 \$ en 2025, 73 103 \$ en 2026, 71 101 \$ en 2027, 63 285 \$ en 2028, 62 005 \$ en 2029 et 62 605 \$ entre 2030 et 2037.

## 21. Passifs éventuels

S.O.

### A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
<b>Emprunts temporaires</b>			
▪	146.1		
	147		
<b>Dettes à long terme</b>			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

### B) Auto-assurance

S.O.

### C) Poursuites

Au 31 décembre 2024, les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à 26 932 400 \$. La Ville a comptabilisé une provision qu'elle a jugé adéquate.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

### D) Autres

#### Provision pour contestations d'évaluation

Certains contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites aux rôles pour les exercices 2007 à 2010, 2011 à 2013, 2014 à 2016, 2017 à 2019, 2020 à 2022 et 2023 à 2025. Actuellement il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 255 010 \$ a été inscrite au bilan pour pourvoir aux pertes possibles. Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

#### Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Dans un jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rejeté les appels et les appels incidents dans tous les dossiers et, par conséquent, les conclusions du jugement de première instance sont maintenues. Les parties ont déposé des demandes d'autorisation d'appel auprès du registraire de la Cour suprême du Canada. Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a rejeté les demandes des parties mettant un terme aux contestations de la loi.

Dans un jugement rendu le 28 mars 2025, la Cour supérieure du Québec a déclaré que les retraités visés pour la suspension de l'indexation des rentes ont droit de recevoir l'intérêt légal et l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du Code civil du Québec sur la valeur de l'indexation prévue à leur régime de retraite qui aurait dû être ajoutée à chaque versement de rente effectué depuis le 1er janvier 2017, et ce à compter de la date de chacun de ces versements.

À la date de mise au point définitive des états financiers, la Cour supérieure n'a pas encore statué sur le financement de ce qui revient aux retraités à la suite de la déclaration d'inconstitutionnalité des mesures les affectant. Les modalités qui en découleront, voire les modifications législatives qui pourraient être requises pour y donner suite, sont inconnues et difficilement estimables.

#### **22. Actifs éventuels**

S.O.

#### **23. Éléments sans effet sur la trésorerie**

S.O.

#### **24. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

#### **25. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par le conseil municipal.

#### **26. Instruments financiers**

##### **Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

##### **Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

*Débiteurs*

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	22 120 735	23 115 502
En souffrance :		
moins de 30 jours	14 572	893 607
de 30 à 60 jours	23 953	30 720
plus de 60 jours	7 071	1 896
	22 166 331	24 041 725
Moins la provision pour créances douteuses	0	(236 258)
	22 166 331	23 805 468

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	236 258
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	236 258
Montants radiés	0
Montants recouvrés	0
Solde à la fin	0

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

#### Placements de portefeuille

L'organisme municipal atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Il s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	15 177 655	-	-	-	15 177 655
Intérêts courus à payer	463 644	-	-	-	463 644
Dettes	3 930 700	11 441 600	7 561 300	33 236 004	56 169 604
Solde 2024	19 571 999	11 441 600	7 561 300	36 992 004	71 810 903

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	18 833 384	-	-	-	18 833 384
Intérêts courus à payer	404 561	-	-	-	404 561
Dettes	4 325 000	12 645 000	7 039 000	28 768 604	52 777 604
Solde 2023	23 562 945	12 645 000	7 039 000	28 768 604	72 015 549

#### Risque de marché

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

**Risque de taux d'intérêt**

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt sa trésorerie et équivalents de trésorerie à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Débiteurs	14 600 349		14 600 349
Trésorerie et équivalents de trésorerie		16 542 219	16 542 219
Prêts	-	-	-
Placements de portefeuille	4 051 523	-	4 051 523
Passifs financiers			
Emprunts	-	-	-
Dettes	56 169 604	-	56 169 604

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Débiteurs	13 961 808		13 961 808
Trésorerie et équivalents de trésorerie		19 814 552	19 814 552
Prêts	-	-	-
Placements de portefeuille	3 791 897	-	3 791 897
Passifs financiers			
Emprunts	-	-	-
Dettes	52 777 604	-	52 777 604

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 209 755 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (152 093 \$ en 2023).

**24. Données comparatives**

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou modifiées.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	101 784 000	102 342 273		102 342 273	96 812 740
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 102 370	1 198 980		1 198 980	1 102 372
Quotes-parts	3					
Transferts	4	4 051 930	4 461 092		4 461 092	2 553 554
Services rendus	5	1 104 200	1 571 902		1 571 902	1 752 856
Imposition de droits	6	5 100 700	8 211 949		8 211 949	6 806 056
Amendes et pénalités	7	800 000	669 792		669 792	599 232
Revenus de placements de portefeuille	8	400 000	1 765 761		1 765 761	1 697 749
Autres revenus d'intérêts	9	510 000	948 096		948 096	868 196
Autres revenus	10	21 500	1 802 831		1 802 831	535 633
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	114 874 700	122 972 676		122 972 676	112 728 388
<b>Investissement</b>						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	1 625 000	316 204		316 204	6 575 757
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		1 541 879		1 541 879	248 360
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	1 625 000	1 858 083		1 858 083	6 824 117
	22	116 499 700	124 830 759		124 830 759	119 552 505
<b>Charges</b>						
Administration générale	23	20 038 713	19 487 531	761 357	20 248 888	19 285 009
Sécurité publique	24	22 905 204	22 605 536	812 620	23 418 156	23 104 845
Transport	25	25 445 740	24 644 825	4 742 822	29 387 647	28 112 784
Hygiène du milieu	26	13 879 102	14 067 131	4 155 110	18 222 241	17 606 810
Santé et bien-être	27	1 299 331	1 258 950		1 258 950	1 143 001
Aménagement, urbanisme et développement	28	2 223 166	2 643 009	16 764	2 659 773	2 637 429
Loisirs et culture	29	21 583 444	23 093 368	3 255 669	26 349 037	24 360 990
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	2 498 155	1 635 019		1 635 019	1 355 730
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	13 727 778	13 744 342	( 13 744 342 )		
	34	123 600 633	123 179 711		123 179 711	117 606 598
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	35	(7 100 933)	1 651 048		1 651 048	1 945 907

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	1	(7 100 933)	1 651 048	1 945 907
Moins : revenus d'investissement	2 (	1 625 000)(	1 858 083)(	6 824 117)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(8 725 933)	(207 035)	(4 878 210)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Amortissement	4	13 727 778	13 744 342	12 891 067
Produit de cession	5		136 553	11 055
(Gain) perte sur cession	6		(116 018)	6 405
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	13 727 778	13 764 877	12 908 527
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9		1 610	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		1 610	
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		103 695	33 631
	15		103 695	33 631
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 735 300)(	3 928 300)(	3 516 482)
	18	(3 735 300)	(3 928 300)	(3 516 482)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	)(	1 592 085)(	843 268)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		806 362	668 298
Excédent de fonctionnement affecté	21		587 502	3 243 084
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 266 545)	(1 002 448)	(1 184 121)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(1 266 545)	(1 200 669)	1 883 993
	26	8 725 933	8 741 213	11 309 669
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		8 534 178	6 431 459

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
		<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 858 083	6 824 117
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	2 048 951)(	1 638 012)
Sécurité publique	3 (	136 309)(	78 055)
Transport	4 (	6 408 884)(	7 021 816)
Hygiène du milieu	5 (	1 059 162)(	5 497 175)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	104 352)(	)
Loisirs et culture	8 (	7 901 074)(	2 374 286)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	17 658 732)(	16 609 344)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	12 (	)(	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	13 (	127 057)(	127 057)
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 602 500	5 286 951
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	15	1 592 085	843 268
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 130 750	587 082
Excédent de fonctionnement affecté	17	4 686 722	1 706 310
Réserves financières et fonds réservés	18	2 456 548	519 900
	19	9 866 105	3 656 560
	20	(2 317 184)	(7 792 890)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	(459 101)	(968 773)



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
<b>Rémunération</b>				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	19 624 681	20 885 013	20 407 127
<b>Charges sociales</b>				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	5 993 987	6 237 527	6 018 841
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	70 800	24 197	23 561
Autres biens et services	8	20 244 649	20 615 249	18 287 490
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 389 069	1 311 819	1 027 150
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	291 900	291 524	306 275
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	817 186	31 676	22 305
<b>Contributions</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	59 390 292	58 516 281	57 074 482
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	901 960	1 119 157	1 037 952
<b>Amortissement</b>				
Immobilisations corporelles	19	13 727 778	13 744 342	12 891 069
Actifs incorporels achetés	20			
<b>Autres</b>				
Autres	21.1	1 148 331	246 515	476 715
Variation Placement UMQ	21.2		103 695	33 631
OMHS Désactualisation	21.3		52 716	
	22	123 600 633	123 179 711	117 606 598

**Note**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	14 850 886	12 468 280
Excédent de fonctionnement affecté	2	8 845 244	10 030 008
Réserves financières et fonds réservés	3	3 181 418	4 510 518
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( )	( )	( )
Financement des investissements en cours	5	(3 217 763)	(2 758 662)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	112 208 438	109 967 031
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	135 868 223	134 217 175
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	14 850 886	12 468 280
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	14 850 886	12 468 280
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Réfection chalets/bâtim munic	12.1	3 256 975	5 729 413
▪ Projets informatiques	12.2	851 786	498 160
▪ Quote-part Agglomération	12.3	805 562	805 562
▪ Impondérables	12.4	2 148 965	2 077 762
▪ Impondérables Travaux publics	12.5	876 171	116 687
▪ Entretien arbres	12.6	196 290	261 788
▪ Programme PRQ	12.7	500 000	250 000
▪ Autres	12.8	209 495	290 636
	13	8 845 244	10 030 008
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪	14.1		
	15		
	16	8 845 244	10 030 008

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	1 746 278	3 007 921
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	1 060 140	1 252 597
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	375 000	250 000
Autres			
▪	30.1		
	31	3 181 418	4 510 518
	32	3 181 418	4 510 518

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪	55.1 (	)(
	56 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	64	5 209 372	2 570 683
Investissements à financer	65 (	8 427 135)(	5 329 345)
	66	(3 217 763)	(2 758 662)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
<b>Éléments d'actif</b>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	156 794 617	152 900 762
Propriétés destinées à la revente	68	135 586	137 196
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	456 439	433 077
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	157 386 642	153 471 035
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	157 386 642	153 471 035
<b>Éléments de passif correspondant</b>			
Dette à long terme	75 (	56 047 505)(	52 688 777)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	122 099)(	88 827)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	10 991 400	9 273 600
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	45 178 204)(	43 504 004)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	45 178 204)(	43 504 004)
	83	112 208 438	109 967 031

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Dollard-des-Ormeaux est de type à prestations déterminées. La rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen moins 1,8 % de la rente payable par le Régime des rentes du Québec, pour chaque année de service reconnu avant le 1er janvier 1993. Pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 1993 et le 31 décembre 2015, la rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen. À compter du 1er janvier 2016, la rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen pour les cadres et les cols blancs, alors que pour les cols bleus, la rente pour chaque année de service reconnu est de 1,9 % du salaire de l'année indexé selon le salaire industriel moyen. Le taux d'indexation de la rente est limité à 2,5 % à compter de l'année 2022. Le salaire final moyen correspond à la moyenne des salaires annuels des cinq années consécutives de service reconnu au cours desquelles le salaire fut le plus élevé, à l'exception des années de service reconnu entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2021 des cols blancs pour lesquelles le salaire final moyen correspond à la moyenne des salaires annuels indexés des trois années consécutives de service reconnu au cours desquelles le salaire indexé fut le plus élevé. Pour le service reconnu avant le 1er janvier 2016, la rente de retraite est payable sans réduction à compter de l'âge de 60 ans. Pour le service reconnu à compter du 1er janvier 2016, la rente de retraite des participants cols blancs, cols bleus et cadres est payable sans réduction à compter de 62,5 ans, 60 ans et 62 ans, respectivement. La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2021. Finalement, depuis le 14 décembre 2021, la Ville de Dollard-des-Ormeaux parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées à l'égard des participants affectés par la rente maximale du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Dollard-des-Ormeaux, soit le Régime surcomplémentaire de retraite des employés de la Ville de Dollard-des-Ormeaux. Le Régime est non contributif.

	2024	2023
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 124 000	1 189 000
Charge de l'exercice	4 ( 2 538 000)(	2 376 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 365 000	2 311 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 951 000	1 124 000
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 100 643 000	96 147 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 100 928 000)(	96 410 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (285 000)	(263 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 236 000	1 387 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 951 000	1 124 000
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 951 000	1 124 000
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 285 000)(	263 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( 285 000)(	263 000)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 693 000	3 569 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 693 000	3 569 000
Cotisations salariales des employés	21 (	1 820 000)(	1 766 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	10 000)(	18 000)
	23	1 863 000	1 785 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	678 000	597 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	2 541 000	2 382 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	5 234 000	4 952 000
Rendement espéré des actifs	32 (	5 237 000)(	4 958 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(3 000)	(6 000)
Charge de l'exercice	34	2 538 000	2 376 000
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	5 131 000	5 421 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	5 237 000)(	4 958 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(106 000)	463 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(421 000)	(1 082 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	4 830 000	4 394 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	101 154 000	93 285 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	285 000	263 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	7 669 000	6 505 000
DMERCA du nouveau volet	45	14	14
DMERCA de l'ancien volet	46	9	9
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	26	26
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,47 %	5,46 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,46 %	5,45 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2024	2023
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ( ) ( )	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( ) ( )	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ( ) ( )	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( ) ( )	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( ) ( )	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	( ) ( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( ) ( )
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	( ) ( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( ) ( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement. Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	118	23 958	12 974
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	119	43 667	43 725
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	24 844	25 320
	121	68 511	69 045

**Note**

## **Renseignements financiers non audités**

## ANALYSE DES REVENUS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

**Non audité**

TAXES		Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	95 853 732	91 312 600
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	95 853 732	91 312 600
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	5 594 797	4 585 600
Égout	13		
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15		
Autres	16.1		
▪	16.1		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	893 744	914 540
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	6 488 541	5 500 140
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	6 488 541	5 500 140
	27	102 342 273	96 812 740

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>			
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	1 198 980	1 102 372
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	1 198 980	1 102 372
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	1 198 980	1 102 372

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>TRANSFERTS</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	47	425 977	363 236
<b>Sécurité publique</b>			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		
Sécurité civile	51		
Autres	52		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	53		
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		
Réseau de distribution de l'eau potable	64		
Traitement des eaux usées	65		
Réseaux d'égout	66		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67	710 302	735 781
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		
Autres	74		



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>TRANSFERTS (suite)</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78	28 133	9 099
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80		
Promotion et développement économique	81		
Autres	82		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	83	20 332	17 500
Activités culturelles			
Bibliothèques	84	231 022	230 817
Autres	85		
<b>Réseau d'électricité</b>	86		
	87	1 415 766	1 356 433

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	88		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		8 287
Sécurité civile	92		
Autres	93		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	13 023	1 571 025
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105		4 363 368
Traitement des eaux usées	106	303 181	633 077
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>TRANSFERTS (suite)</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	124		
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
<b>Réseau d'électricité</b>	127		
	128	316 204	6 575 757

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	494 676	418 511
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	2 550 650	778 610
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
Autres	138		
	139	3 045 326	1 197 121
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	<b>4 777 296</b>	<b>9 129 311</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>SERVICES RENDUS</b>			
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	145	86 460	99 088
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147	28 765	46 669
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	115 225	145 757
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>			
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
<b>Réseau d'électricité</b>	183		
	184	115 225	145 757

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
<b>Administration générale</b>			
Greffé et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	122 717	427 772
	188	122 717	427 772
<b>Sécurité publique</b>			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191		
Sécurité civile	192		
Autres	193		
	194		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	195		
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197	49 718	107 601
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203	49 718	107 601
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
Réseau de distribution de l'eau potable	205		
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208	5 358	
Matières recyclables	209		
Autres	210		
Cours d'eau	211		
Protection de l'environnement	212		
Autres	213	16 537	11 778
	214	21 895	11 778

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>			
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	220		
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223		
	224		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	225		
Activités culturelles			
Bibliothèques	226	21 110	
Autres	227	1 241 237	1 059 948
	228	1 262 347	1 059 948
<b>Réseau d'électricité</b>			
	229		
	230	1 456 677	1 607 099
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	231	1 571 902	1 752 856



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	232	519 353	1 601 201
Droits de mutation immobilière	233	7 692 596	5 204 855
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	8 211 949	6 806 056
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>			
	237	669 792	599 232
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
	238	1 765 761	1 697 749
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>			
	239	948 096	868 196
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	116 018	(6 405)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247	1 541 879	248 360
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	1 686 813	542 038
	250	3 344 710	783 993
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>			
	251		

# ANALYSE DES CHARGES

## EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité*

Non auditée	Réalizations 2024			Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	788 913		788 913	682 580
Greffé et application de la loi	2	756 428		756 428	814 494
Gestion financière et administrative	3	5 746 800		5 746 800	5 498 154
Évaluation	4				
Gestion du personnel	5	739 194		739 194	770 110
Autres					
▪ Quote-part Agglomération	6.1	11 361 489		11 361 489	10 656 438
▪ OMHS désactualisation	6.2	52 716		52 716	
▪ Autres dépenses d'admin	6.3	41 991	761 357	803 348	863 233
	7	19 487 531	761 357	20 248 888	19 285 009
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	12 916 706	301	12 917 007	12 764 198
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9	236 876		236 876	
Autres	10	7 018 889	741 763	7 760 652	8 149 066
Sécurité civile	11	341 196		341 196	236 374
Autres	12	2 091 869	70 556	2 162 425	1 955 207
	13	22 605 536	812 620	23 418 156	23 104 845
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	6 111 686	2 127 107	8 238 793	7 763 819
Enlèvement de la neige	15	4 323 649	2 127 107	6 450 756	6 499 344
Éclairage des rues	16	701 751	236 345	938 096	878 506
Circulation et stationnement	17	591 033	236 345	827 378	821 490
Transport collectif					
Transport en commun	18	12 575 510		12 575 510	11 771 427
Transport aérien	19		1 951	1 951	
Transport par eau	20		1 115	1 115	
Autres	21	341 196	12 852	354 048	378 198
	22	24 644 825	4 742 822	29 387 647	28 112 784

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

Non audité	Réalisations 2024			Réalisations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 053 263		3 053 263	3 515 550
Réseau de distribution de l'eau potable	24	5 271 548	1 909 941	7 181 489	6 734 681
Traitement des eaux usées	25	762 511	2 238 934	3 001 445	
Réseaux d'égout	26				2 763 382
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	3 445 340		3 445 340	1 925 239
Élimination	28	788 643		788 643	817 253
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	89 755	6 235	95 990	1 125 036
Tri et conditionnement	30	607 329		607 329	631 119
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39	48 742		48 742	94 550
	40	14 067 131	4 155 110	18 222 241	17 606 810
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	1 022 649		1 022 649	911 609
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44	236 301		236 301	231 392
	45	1 258 950		1 258 950	1 143 001

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

Non audité	Réalisations 2024			Réalisations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 814 390	16 764	1 831 154	1 691 933
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48	633 650		633 650	189 099
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49				
Tourisme	50				
Autres	51	194 969		194 969	756 397
Autres	52				
	53	2 643 009	16 764	2 659 773	2 637 429
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	843 176	466 495	1 309 671	1 130 585
Patinoires intérieures et extérieures	55	2 113 688	466 495	2 580 183	2 245 775
Piscines, plages et ports de plaisance	56	2 251 137	466 494	2 717 631	2 475 017
Parcs et terrains de jeux	57	9 084 520	885 484	9 970 004	9 216 154
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60	1 927 544	346	1 927 890	1 802 883
	61	16 220 065	2 285 314	18 505 379	16 870 414
Activités culturelles					
Centres communautaires	62	1 534 107	466 494	2 000 601	1 832 302
Bibliothèques	63	3 584 474	503 861	4 088 335	3 909 106
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66	1 754 722		1 754 722	1 749 168
	67	6 873 303	970 355	7 843 658	7 490 576
	68	23 093 368	3 255 669	26 349 037	24 360 990

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	69				
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dette à long terme					
Intérêts	70	1 550 655		1 550 655	1 290 180
Autres frais	71	52 688		52 688	43 245
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72	(3 000)		(3 000)	(6 000)
Autres	73	34 676		34 676	28 305
	74	1 635 019		1 635 019	1 355 730
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	75				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	76	13 744 342 (	13 744 342)		



# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2024**

# Table des matières

## Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

## Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----



## **Autres renseignements financiers non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	456 441	2 603 760
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	602 721	2 813 493
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 556 804	6 295 238
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	2 664 773	1 453 386
Autres infrastructures	11	519 414	115 567
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	1 146 925	1 105 538
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 821 214	476 612
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	412 961	308 459
Ameublement et équipement de bureau	18	328 916	478 239
Machinerie, outillage et équipement divers	19	647 347	959 052
Terrains	20	501 216	
Autres	21		
	22	17 658 732	16 609 344

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

**Non audité**

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	456 441	2 603 760
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	602 721	2 813 493
Autres infrastructures	5	8 740 991	7 864 191
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	7 858 579	3 327 900
	12	17 658 732	16 609 344

# ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

## EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

**Non audité**

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 252 598		192 457	1 060 141
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	5 647 405	2 181 900	1 000 806	6 828 499
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	36 604 001	3 420 600	2 735 037	37 289 564
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	43 504 004	5 602 500	3 928 300	45 178 204
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	9 273 600	2 307 500	589 700	10 991 400
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	9 273 600	2 307 500	589 700	10 991 400
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	9 273 600	2 307 500	589 700	10 991 400
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	9 273 600	2 307 500	589 700	10 991 400
	19	52 777 604	7 910 000	4 518 000	56 169 604
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	52 777 604	7 910 000	4 518 000	56 169 604

**Note**

## ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

### AU 31 DÉCEMBRE 2024

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dette à long terme	1	56 169 604
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	8 427 135
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 060 141
Débiteurs	8	10 991 400
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 621 661
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	50 923 537
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>	13	
Endettement net à long terme	14	50 923 537
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	936 748
Autres organismes	17	8 108 000
Endettement total net à long terme	18	59 968 285
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	92 684 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	92 684 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	152 652 285
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

# ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

## EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

### Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	11 361 489	10 656 438
<b>Sécurité publique</b>			
Police	4	12 916 706	12 764 198
Sécurité incendie	5	7 018 889	7 185 771
Sécurité civile	6	341 196	236 374
Autres	7	236 876	221 532
<b>Transport</b>			
Réseau routier	8	1 013 442	893 674
Transport collectif	9	12 575 510	11 771 427
Autres	10	341 196	378 198
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout	11	6 724 026	6 907 289
Matières résiduelles	12	1 364 784	1 418 244
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14	48 742	94 550
Autres	15		
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation	16	1 022 649	911 609
Autres	17	236 301	231 392
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	18		
Rénovation urbaine	19	194 969	189 099
Promotion et développement économique	20	633 650	756 397
Autres	21		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	22	731 134	709 122
Activités culturelles	23	1 754 722	1 749 168
<b>Réseau d'électricité</b>	24		
	25	58 516 281	57 074 482

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	17 537 314	16 536 966
Frais de financement	4	121 418	72 378
Autres	5		
	6	17 658 732	16 609 344

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	62,00	35,00	123 556,00	7 358 142	2 096 029	9 454 171
Professionnels	2						
Cols blancs	3	74,00	35,00	134 706,00	4 697 298	1 556 059	6 253 357
Cols bleus	4	125,00	36,00	221 321,00	8 283 148	2 496 733	10 779 881
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	261,00		479 583,00	20 338 588	6 148 821	26 487 409
Élus	9	9,00			546 425	88 706	635 131
	10	270,00			20 885 013	6 237 527	27 122 540

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.



**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4		55 748	247 433		303 181
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	4 450 217	13 023	10 000	875	4 474 115
	7	4 450 217	68 771	257 433	875	4 777 296

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

		2024	2023
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	123 895	58 901
	4	123 895	58 901
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	38 405	34 152
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	38 405	34 152
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	338 425	290 514
Enlèvement de la neige	12	338 425	290 514
Autres	13	75 206	64 559
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	752 056	645 587
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	245 360	221 837
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	65 916	64 163
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	311 276	286 000
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	38	257 831	176 605
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	102 593	106 521
Autres	40	48 963	47 964
	41	409 387	331 090
<b>Réseau d'électricité</b>			
	42		
	43	1 635 019	1 355 730

# **RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>** **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Alex Bottausci	1.1	Maire	97 191	20 122	39 959	
M. Laurence Parent	1.2	Conseiller	28 699	14 350		
M. Errol Johnson	1.3	Conseiller	28 699	14 350		
M. Mickey Max Guttman	1.4	Conseiller	28 699	14 350		
Mme Tanya Rutman	1.5	Conseiller	28 699	14 350	3 018	3 009
M. Morris Vesely	1.6	Conseiller	28 699	14 350		
Mme Valerie Assouline	1.7	Conseiller	28 699	14 350		
M. Ryan Anthony Browstein	1.8	Conseiller	28 699	14 350	1 003	427
Mme Anastasia Assimakopoulos	1.9	Conseiller	28 699	14 350	6 020	2 538

## **Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

## QUESTIONNAIRE

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

**Non audité****OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 6 000 000 \$

**Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 \_\_\_\_\_ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 24 : Libres

20 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \_\_\_\_\_ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \_\_\_\_\_ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \_\_\_\_\_ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \_\_\_\_\_ \$

## QUESTIONNAIRE

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

#### Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 \_\_\_\_\_ 163 750 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 \_\_\_\_\_ 4 440 366 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

## QUESTIONNAIRE

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 \_\_\_\_\_ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 \_\_\_\_\_ \$

- b) autres formes d'aide

62 \_\_\_\_\_ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 \_\_\_\_\_ \$

## QUESTIONNAIRE

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 \_\_\_\_\_ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68  \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 \_\_\_\_\_ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été
    - Systèmes de sécurité 71 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \_\_\_\_\_ \$
    - Systèmes de drainage 76 \_\_\_\_\_ \$
    - Abords de routes 77 \_\_\_\_\_ \$
    - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 \_\_\_\_\_ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 \_\_\_\_\_ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 \_\_\_\_\_ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
  - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

## QUESTIONNAIRE

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

83 \_\_\_\_\_

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 \_\_\_\_\_ 19 0336

b) Date d'adoption de la résolution

86 \_\_\_\_\_ 2019-03-12

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

*Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 \_\_\_\_\_

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 \_\_\_\_\_ 1

*Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année*

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 \_\_\_\_\_ 2

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 \_\_\_\_\_ 1

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 \_\_\_\_\_ 1

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 \_\_\_\_\_

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 \_\_\_\_\_

*Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 \_\_\_\_\_ 1 231

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 \_\_\_\_\_ 334

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 \_\_\_\_\_ 1



**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Règlement*

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐
☒

**La question 16 s'applique aux MRC seulement**



## QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

#### Non audité

OUI

NON

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☐☒

**Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

☐☒

**La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

☐☐

**Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**



## ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-10

Nom du signataire : Roman Beschieru

Fonction du signataire : Trésorier

Date de transmission au Ministère : 2025-06-11

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-11 17:51



# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		<b>2024</b>		<b>2023</b>
		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	114 874 700	122 972 676	112 728 388
Investissement	2	1 625 000	1 858 083	6 824 117
	3	116 499 700	124 830 759	119 552 505
<b>Charges</b>				
	4	123 600 633	123 179 711	117 606 598
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	5	(7 100 933)	1 651 048	1 945 907
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 625 000)(	1 858 083)(	6 824 117)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(8 725 933)	(207 035)	(4 878 210)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	13 727 778	13 744 342	12 891 067
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 735 300)(	3 928 300)(	3 516 482)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)(	1 592 085)(	843 268)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 266 545)	391 416	2 727 261
Autres éléments de conciliation	13		125 840	51 091
	14	8 725 933	8 741 213	11 309 669
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15		8 534 178	6 431 459

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13



## SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

### AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	16 548 368	19 830 176
Débiteurs	2	30 652 590	30 101 393
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4	4 507 962	4 224 974
Autres	5	951 000	1 124 000
	6	52 659 920	55 280 543
<b>Passifs</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	17 119 955	20 608 246
Revenus reportés	10	785 147	1 735 351
Dette à long terme	11	56 047 505	52 688 777
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13	698 744	
	14	74 651 351	75 032 374
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	15	(21 991 431)	(19 751 831)
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations corporelles	16	156 794 617	152 900 762
Autres	17	1 065 037	1 068 244
	18	157 859 654	153 969 006
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	19	135 868 223	134 217 175

Extrait du rapport financier, page S8

# **DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ** **AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	14 850 886	12 468 280
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Réfection chalets/bâtim munic	2.1	3 256 975	5 729 413
▪ Projets informatiques	2.2	851 786	498 160
▪ Quote-part Agglomération	2.3	805 562	805 562
▪ Impondérables	2.4	2 148 965	2 077 762
▪ Impondérables Travaux publics	2.5	876 171	116 687
▪ Entretien arbres	2.6	196 290	261 788
▪ Programme PRQ	2.7	500 000	250 000
▪ Autres	2.8	209 495	290 636
	3	8 845 244	10 030 008
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	1 746 278	3 007 921
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	1 060 140	1 252 597
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	375 000	250 000
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11 (	) (	)
Financement des investissements en cours	12	(3 217 763)	(2 758 662)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	112 208 438	109 967 031
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	135 868 223	134 217 175

Extrait du rapport financier, page S23

## SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

### AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	50 923 537
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	152 652 285
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

## SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

### AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 060 141	1 252 598
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	37 289 564	36 604 001
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	6 828 499	5 647 405
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	10 991 400	9 273 600
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	56 169 604	52 777 604

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

## SOMMAIRE DES REVENUS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	12	101 784 000	102 342 273	96 812 740
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 102 370	1 198 980	1 102 372
Quotes-parts	14			
Transferts	15	4 051 930	4 461 092	2 553 554
Services rendus	16	1 104 200	1 571 902	1 752 856
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	6 300 700	10 647 502	9 103 037
Autres	18	531 500	2 750 927	1 403 829
	19	114 874 700	122 972 676	112 728 388
<b>Investissement</b>				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	1 625 000	316 204	6 575 757
Autres	23		1 541 879	248 360
	24	1 625 000	1 858 083	6 824 117
	25	116 499 700	124 830 759	119 552 505

*Extrait du rapport financier, page S12*

**SOMMAIRE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	19 487 531	761 357	20 248 888	19 285 009
Sécurité publique					
Police	2	12 916 706	301	12 917 007	12 764 198
Sécurité incendie	3	7 255 765	741 763	7 997 528	8 149 066
Autres	4	2 433 065	70 556	2 503 621	2 191 581
Transport					
Réseau routier	5	11 728 119	4 726 904	16 455 023	15 963 159
Transport collectif	6	12 575 510	3 066	12 578 576	11 771 427
Autres	7	341 196	12 852	354 048	378 198
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	9 087 322	4 148 875	13 236 197	13 013 613
Matières résiduelles	9	4 931 067	6 235	4 937 302	4 498 647
Autres	10	48 742		48 742	94 550
Santé et bien-être	11	1 258 950		1 258 950	1 143 001
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 814 390	16 764	1 831 154	1 691 933
Promotion et développement économique	13	194 969		194 969	756 397
Autres	14	633 650		633 650	189 099
Loisirs et culture	15	23 093 368	3 255 669	26 349 037	24 360 990
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	1 635 019		1 635 019	1 355 730
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	109 435 369	13 744 342	123 179 711	117 606 598
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	13 744 342 (	13 744 342)		
	21	123 179 711		123 179 711	117 606 598

Extrait du rapport financier, page S28

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
		<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 858 083	6 824 117
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	17 658 732)(	16 609 344)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	127 057)(	127 057)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	5 602 500	5 286 951
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	1 592 085	843 268
Excédent accumulé	6	8 274 020	2 813 292
	7	(2 317 184)	(7 792 890)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	(459 101)	(968 773)

*Extrait du rapport financier, page S14*